



ÉCLAIRAGES ET SYNTHÈSES

LE PORTRAIT SOCIO-ÉCONOMIQUE DE GAP



Sommaire

- p. 02 Un dynamisme démographique modéré
- p. 03 Un tissu économique porté par les TPE
- p. 04 Le profil des emplois du territoire
- p. 05 Plus de la moitié des offres d'emploi se répartissent sur trois domaines professionnels
- p. 06 Une réduction du potentiel d'emploi
- p. 08 La demande d'emploi en hausse depuis 2010
- p. 09 La demande d'emploi augmente quels que soient la tranche d'âge et le sexe
Le chômage de très longue durée perdure
- p. 10 Les mutations du marché du travail - Près de 9 500 reprises d'emploi en 2019
- p. 11 Le Pacte Régional d'Investissement dans les Compétences 2019-2022
- p. 12 1 500 entrées en formation de demandeurs d'emploi en 2019 - Pôle emploi est le principal prescripteur de formation du bassin
- p. 13 59% des sortants de formation ont accédé à un emploi six mois après la fin de leur formation - Les AFPR et les AIF permettent un meilleur accès à l'emploi
- p. 14 Les mobilités géographiques des demandeurs d'emploi
- p. 15 En résumé
- p. 16 Méthodologie

L'essentiel

Le portrait socio-économique présenté dans ce support a pour objectif d'identifier les principales caractéristiques du marché du travail pour le territoire et son environnement. Il vise à mieux comprendre les enjeux en termes d'emploi et de chômage.

La crise sanitaire de la COVID-19 et le confinement associé, qui a duré du mardi 17 mars au lundi 11 mai, ont entraîné l'arrêt de nombreuses activités économiques. En termes économiques, on s'attend donc à des répercussions dans les secteurs phares de la région.

Les chiffres clés du territoire :

- ① 105 900 habitants au 1^{er} janvier 2017.
- ② 11 900 établissements marchands hors agriculture à fin 2017.
- ③ 23 800 salariés du secteur concurrentiel à fin 2019
- ④ 5 100 offres enregistrées dans les agences Pôle emploi du bassin entre juillet 2019 et juin 2020.
- ⑤ 6,7 % de taux de chômage au 2^e trimestre 2020.
- ⑥ 10 700 demandeurs d'emploi toutes catégories au 2^e trimestre 2020, dont 50% de demandeurs d'emploi indemnisés.
- ⑦ 9 900 demandeurs d'emploi inscrits en catégories A, B et C au 2^e trimestre 2020, dont 13% de bénéficiaires du Revenu de Solidarité Active (RSA), 9% de bénéficiaires d'obligation d'emploi et 1% de résidents en Quartiers Prioritaires de la Ville (QPV).



Un dynamisme démographique modéré

Au 1^{er} janvier 2017, le nombre d'habitants du bassin d'emploi dépasse les 105 900 (bassin le moins peuplé de la région sur les vingt-deux) [cf. [Tableau 1](#)]. La densité de population est de 26 habitants au km² (160 pour la région).

Entre 2012 et 2017, la population affiche un rythme de progression plus mou que celui de la période 2007 - 2012 avec +0,4% en moyenne par an (+0,4% région). Ce recul est majoritairement dû au taux d'accroissement naturel (écart entre les naissances et les décès) en baisse (-0,1%) qui est compensé par la hausse des mouvements migratoires de -0,5% sur la période.

Au 1^{er} janvier 2017, les moins de 25 ans sont légèrement moins nombreux dans le bassin qu'en région, ils représentent 26% de la population (28% région). Avec 8% de la population en âge de travailler, le taux d'étudiants est inférieur dans ce territoire à celui de la région (10% en région). À l'inverse, les 55 ans et plus comptent pour une part plus importante dans le bassin (38%). Le taux de retraités y est aussi parmi les plus élevés de la région (8%).

Tableau 1

Estimation de la population au 1^{er} janvier 2017

	Nombre d'habitants		Poids	
	région	bassin de Gap	région	bassin de Gap
Hommes	2 406 100	51 700	48%	49%
Femmes	2 624 800	54 200	52%	51%
0-14 ans	846 500	17 400	17%	16%
15-24 ans	550 800	10 300	11%	10%
25-54 ans	1 858 200	37 800	37%	36%
55-64 ans	643 500	15 100	13%	14%
65 ans et +	1 131 900	25 300	22%	24%
Ensemble	5 030 900	105 900	100%	100%

Source : INSEE, Recensement de la population

Tableau 2

Estimation de la population active au 1^{er} janvier 2017

	Nombre d'actifs		Poids	
	région	bassin de Gap	région	bassin de Gap
15-24 ans	214 100	4 700	10%	10%
25-54 ans	1 632 000	34 800	74%	73%
55-64 ans	359 600	8 300	16%	17%
Ensemble	2 205 700	47 700	100%	100%

Source : INSEE, Recensement de la population

Le bassin compte plus de professions intermédiaires et de d'employés que la moyenne régionale et moins de cadres [cf. [Graphique 1](#)].

La catégorie socioprofessionnelle de la population active continue à s'élever entre 2012 et 2017 : + 0,7 pt pour les cadres et les professions intermédiaires et -0,9 pt pour les ouvriers.

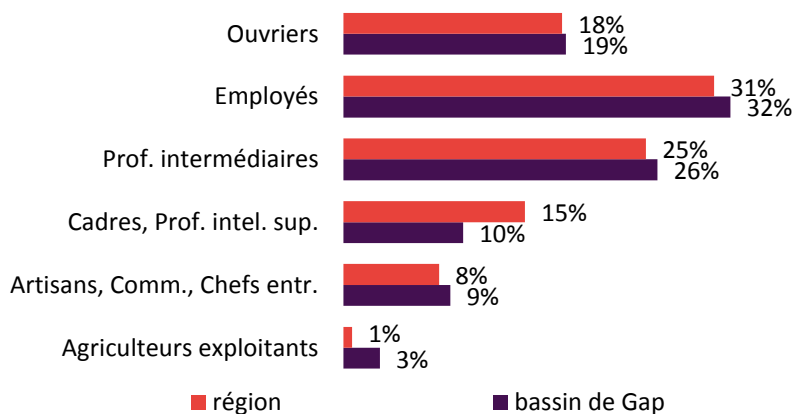
Source : INSEE, Recensement de la population

Le nombre d'actifs début 2017 dépasse les 47 700, soit 75% des 15-64 ans (72% en région). Les profils par tranche d'âge des actifs sont légèrement inférieurs dans le bassin pour les 25-54 ans et légèrement plus hauts pour les 15-24 ans [cf. [Tableau 2](#)].

Les actifs du bassin sont toujours composés en majorité de professions intermédiaires et d'employés.

Graphique 1

Répartition des actifs par catégorie socioprofessionnelle en 2017



EN SAVOIR PLUS

- Les résultats du recensement de la population publiés par l'INSEE ([lien](#))

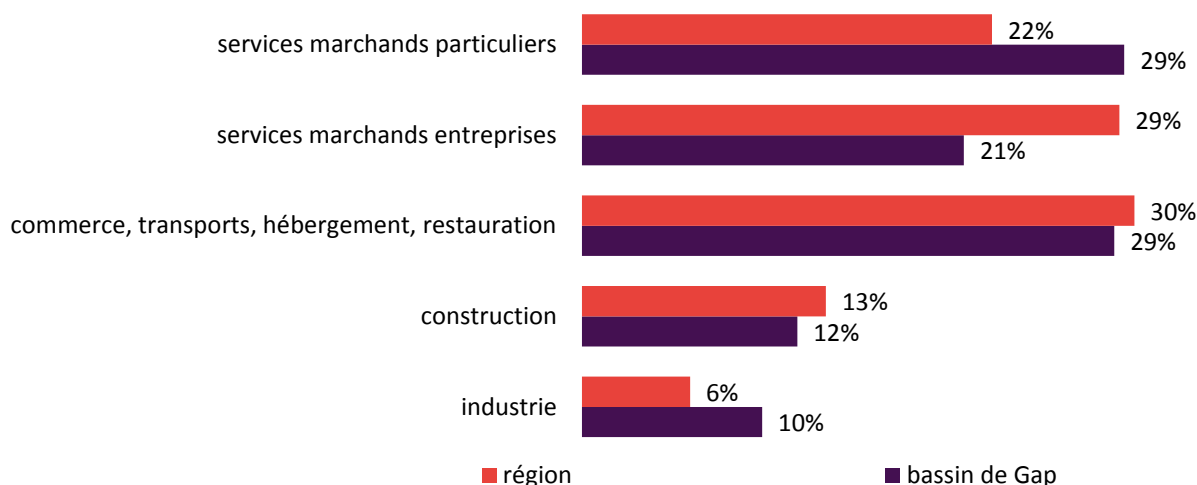


Un tissu économique porté par les TPE

Fin 2017, 11 900 établissements composent les activités marchandes hors agriculture du bassin, soit 2% de l'ensemble des établissements de la région. L'économie locale est très orientée sur la production de biens et de services auprès des personnes présentes sur le territoire, résidentes ou touristes : fin 2016, le poids de l'emploi présentiel est toujours supérieur à celui de la région (80% contre 71%). Le tissu productif local comporte moins d'établissements du secteur des services (1 point d'écart avec la région) et 96% des établissements ont moins de dix salariés [cf. Graphique 2]. En 2017, le taux de créations d'entreprise est inférieur à celui de la région (10% contre 12%).

Graphique 2

Répartition du tissu économique par secteur d'activité au 31 décembre 2017



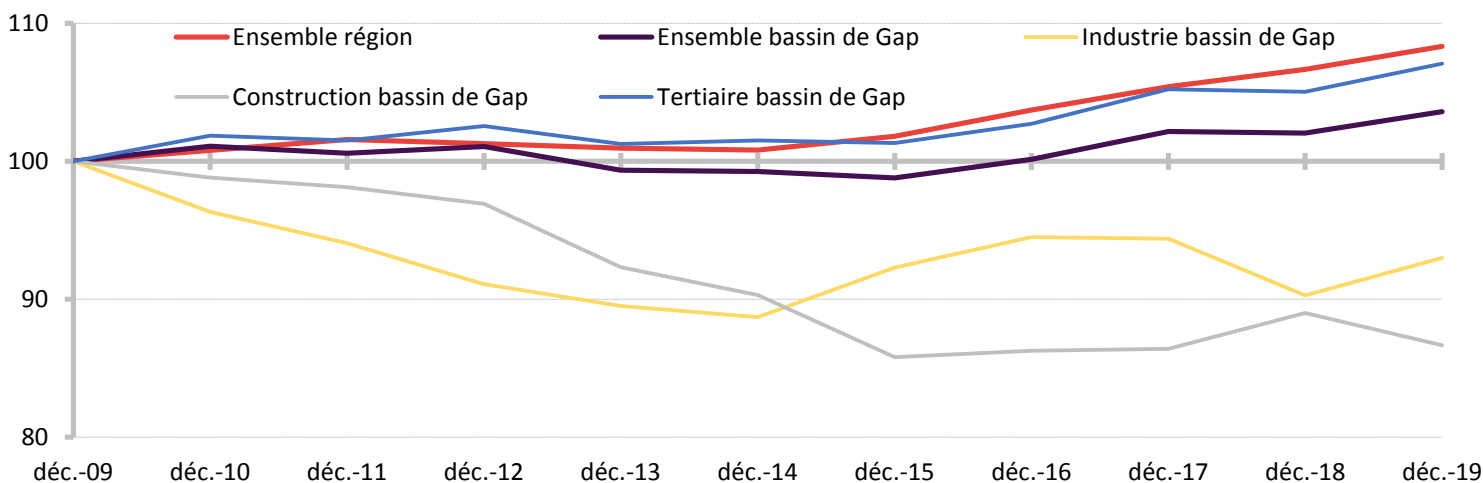
Source : INSEE, Répertoire des entreprises et des établissements (Sirene)

L'emploi concurrentiel qui se maintient

Le taux d'emploi du bassin (67%) est plus haut de 5 points que celui de la région (62%). Le nombre de salariés du secteur privé n'a cessé d'augmenter depuis 2016 dans le bassin [cf. Graphique 3], poussé par le dynamisme du secteur tertiaire. Le niveau d'emploi augmente de +2% entre 2018 et 2019. À fin 2019, 3 900 établissements du secteur privé y emploient 23 800 salariés, ce qui représente 2% de l'emploi salarié régional.

Graphique 3

Évolution de l'emploi salarié (indice de référence au 31 décembre 2009 = 100)

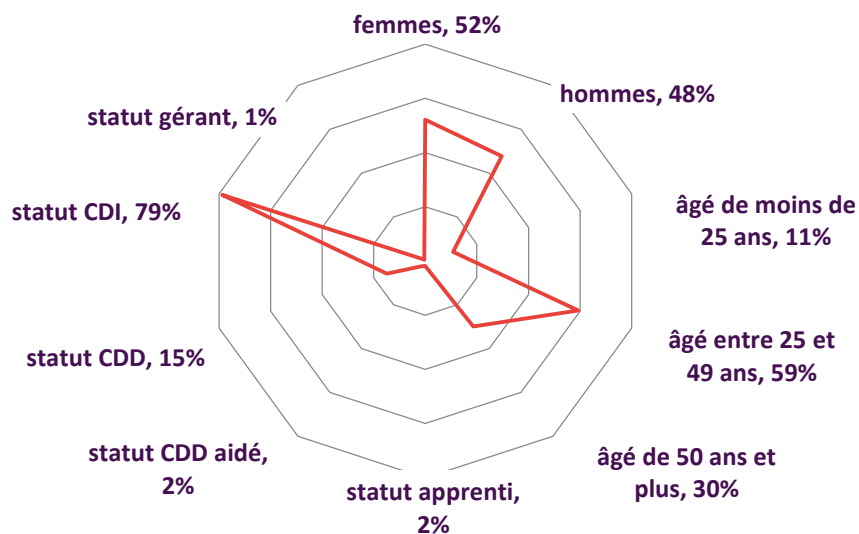


Source ACOSS - URSSAF, effectifs salariés annuels, données brutes

Le profil des emplois du territoire

Graphique 4

Répartition des effectifs salariés par sexe, âge, statut



Source : ACOSS - Pôle emploi SISF / DADS 2016

À fin 2016, près de 25 000 personnes étaient salariées dans le bassin, selon le champ de la statistique DADS [cf. Graphique 4]. Le salarié type est âgé de 25 à 49 ans dans 59% des cas et en CDI dans 79% des cas.

43% des femmes travaillent à temps partiel, contre 14% pour les hommes. 10% des femmes travaillent à mi-temps ou moins (5% des hommes) [cf. Tableau 3].

L'étude des DADS fait ressortir l'administration publique générale comme le 1^{er} secteur employeur du bassin en NACE 700 [cf. Tableau 4].

Tableau 3

Répartition du temps de travail par sexe

	Femmes	Hommes	Ensemble
Quotité de travail de moins de 25%	5%	3%	4%
Quotité de travail entre 25% et 50%	5%	2%	4%
Quotité de travail entre 50% et 75%	16%	6%	11%
Quotité de travail de 75% et plus	16%	3%	10%
Temps plein	57%	86%	71%

Source : ACOSS - Pôle emploi SISF / DADS 2016

Tableau 4

Les 10 premiers secteurs employeurs (NACE 700)

	Effectifs	Part
Administration publique générale	3 410	14%
Restauration traditionnelle	740	3%
Supermarchés	620	2%
Hôtels et hébergement similaire	590	2%
Téléphériques et remontées mécaniques	480	2%
Aide à domicile	470	2%
Activités hospitalières	430	2%
Travaux de maçonnerie générale et gros œuvre de bâtiment	410	2%
Action sociale sans hébergement n.c.a.	410	2%
Hébergement social pour personnes âgées	390	2%
Ensemble	24 970	100%

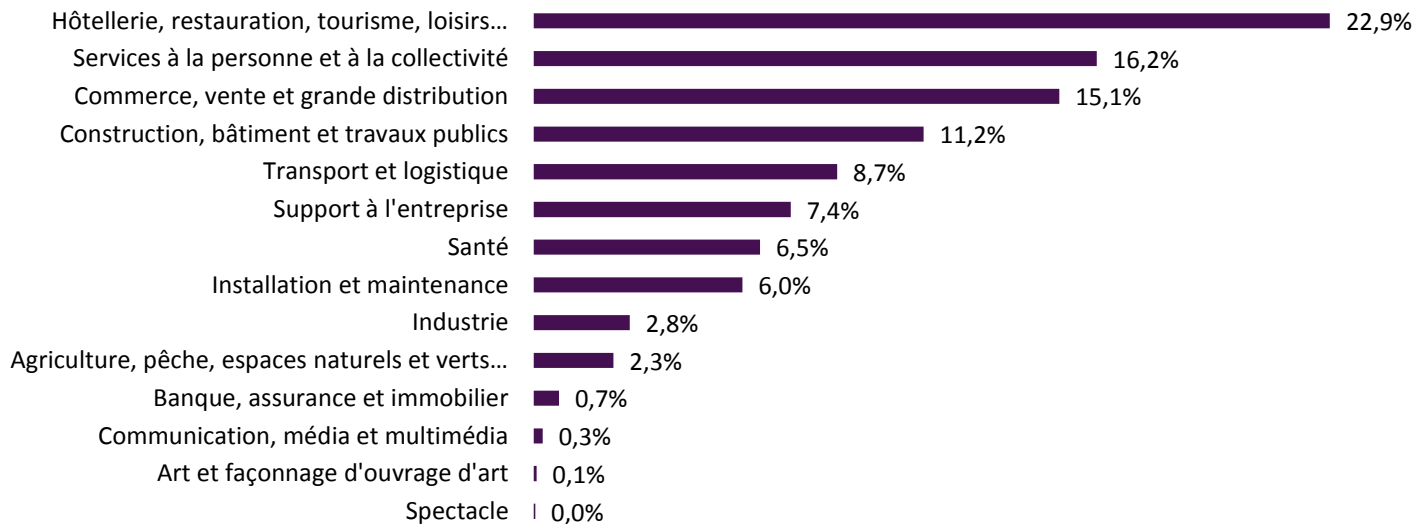
Source : ACOSS - Pôle emploi SISF / DADS 2016

Plus de la moitié des offres d'emploi se répartissent sur trois domaines professionnels

De juillet 2019 à juin 2020, 5 100 offres d'emploi ont été déposées dans le bassin. Sur cette même période, les métiers de l'hôtellerie, restauration, tourisme, loisir enregistrent le plus grand nombre d'offres déposées à Pôle emploi avec 23%. Les métiers du service à la personne et à la collectivité ainsi que du commerce, vente et grande distribution suivent avec respectivement 16 % et 15% [cf. Graphique 5].

Graphique 5

Répartition par métier agrégé des offres d'emploi déposées sur le site de Pôle emploi de juillet 2019 à juin 2020



Source : Pôle emploi, offres transmises par les partenaires et offres déposées à Pôle emploi, données brutes

Tableau 5

Top 5 des métiers recherchés par les entreprises (offres déposées)

Rang	Métier	Volume	Poids
1 ^{er}	Personnel de cuisine	290	6%
2 ^e	Service en restauration	280	5%
3 ^e	Magasinage et préparation de commandes	210	4%
4 ^e	Nettoyage de locaux	170	3%
5 ^e	Mise en rayon libre-service	160	3%

Source : Pôle emploi, offres transmises par les partenaires et offres déposées à Pôle emploi, données brutes

Impacts de la crise sanitaire sur les offres diffusées à Pôle emploi :

Il ressort de la crise sanitaire une baisse de -6% à fin juin 2020 pour le nombre d'offres déposées à Pôle emploi au cours des douze derniers mois, soit un total de 5 100. Les contrats à durée déterminée de moins de 6 mois ont été les plus impactés par ce recul (-12%). Les secteurs les plus pourvoyeurs en poste de ce bassin, tels que l'hébergement restauration, et la construction ont été les plus touchés par cette baisse (respectivement -18%, et -16%).

EN SAVOIR PLUS

- Offres diffusées par Pôle emploi en région ([lien](#))



Une réduction du potentiel d'emploi

L'analyse des données ACOSS des flux d'emploi illustre un contexte défavorable. En effet, à fin juin 2020, le nombre de déclarations préalables à l'embauche sur les douze derniers mois diminue de -2% sur un an et s'établit à 58 000 unités [cf. [Tableau 6](#)]. En dehors du secteur des entreprises de travail temporaire (19 600 soit 34% des DPAE), les secteurs de l'hébergement et restauration (7 500 soit 13% des DPAE et 20% des DPAE hors intérim) et de la santé humaine et action sociale (6 000 soit 10% des DPAE et 16% des DPAE hors intérim) sont ceux qui ont le plus embauché au cours de l'année. Toutefois, ces derniers utilisent majoritairement des contrats précaires.

Tableau 6

DPAE par durée de contrat (cumul entre juillet 2019 et juin 2020)

	Volume	Poids	Évolution
Contrats de moins d'un mois	18 900	33%	-12%
Missions intérimaires	19 600	34%	+4%
Contrats de six mois et plus	6 400	11%	-3%
-Autres- ^(*)	13 100	23%	
Ensemble	58 000	100%	-2%

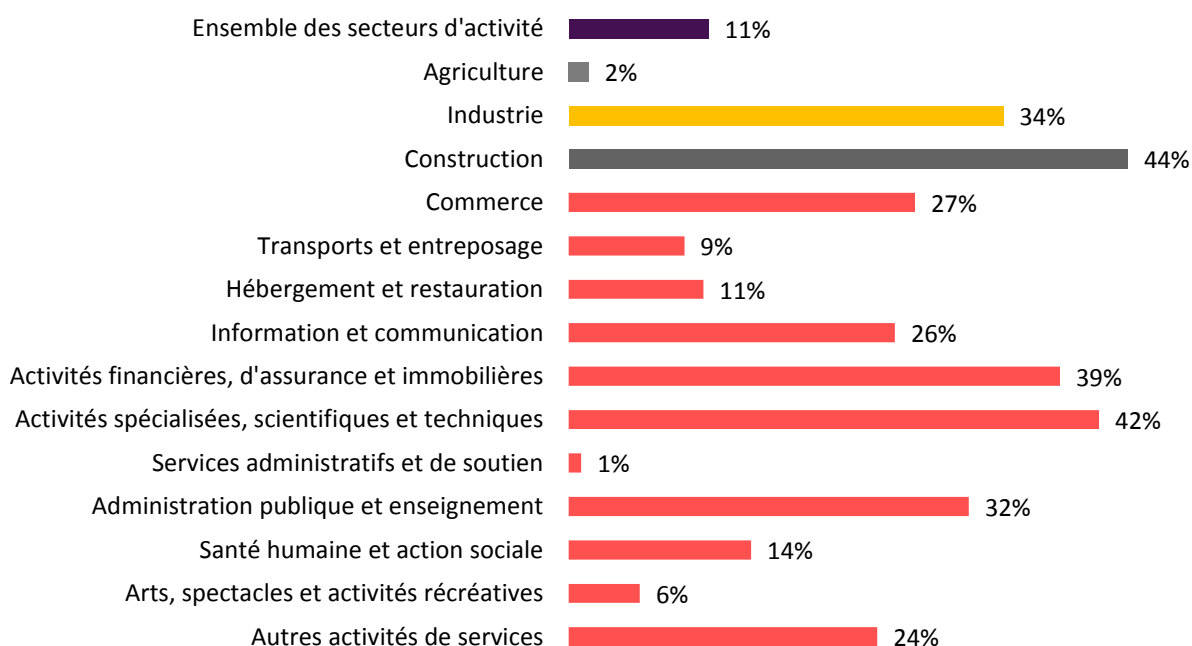
(*) Autres comprend les "1-5 mois" et les "non renseignés"

Source : ACOSS - URSSAF, déclarations préalables à l'embauche

Les contrats de six mois et plus représentent 11% des DPAE. La construction et les activités spécialisées, scientifiques et techniques (respectivement 3% et 2% des DPAE hors intérim) s'orientent principalement vers de l'emploi durable avec des poids de contrats durables de l'ordre de 44% et 42%. Le secteur de l'hébergement restauration (20% des DPAE hors intérim) a recours dans 11% des cas à de l'emploi durable [cf. [Graphique 6](#)].

Graphique 6

Poids des contrats de six mois et plus dans les DPAE par secteur d'activité (période d'observation juillet 2019 - juin 2020)



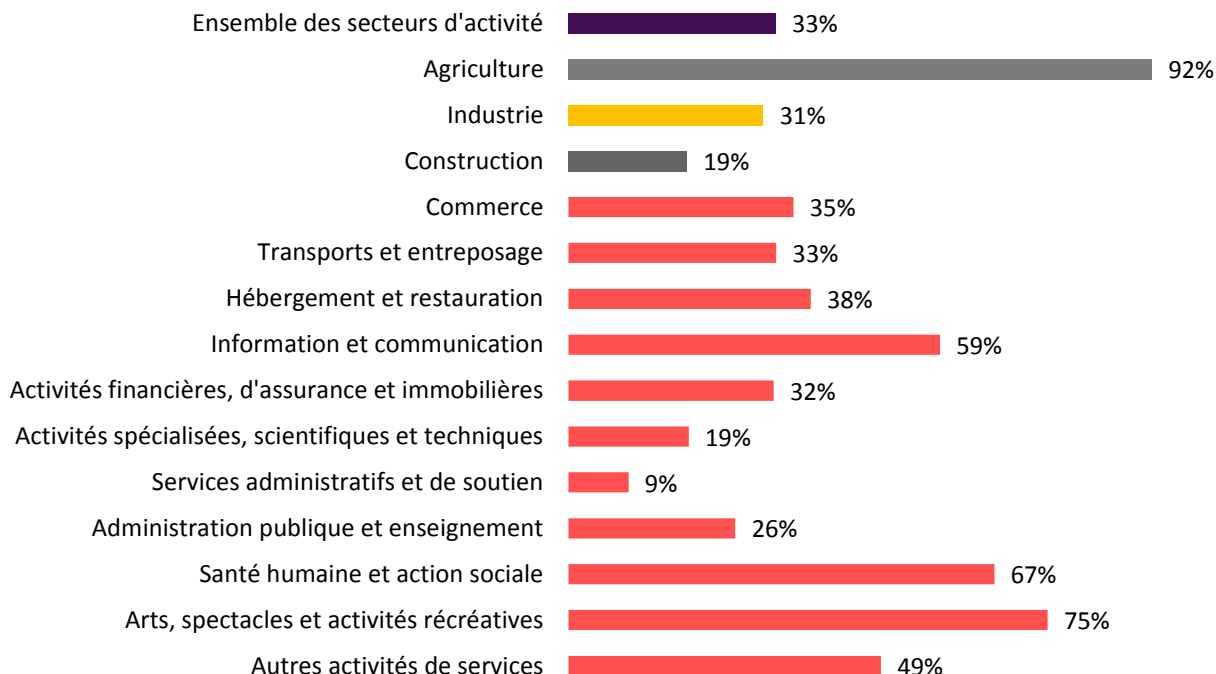
Source : ACOSS - URSSAF, déclarations préalables à l'embauche



Une DPAE sur trois concerne des contrats d'une durée inférieure à un mois. Néanmoins, pour la plupart des secteurs d'activité, le poids de ces contrats est supérieur [cf. Graphique 7], notamment pour certains secteurs « saisonniers », comme l'agriculture et les arts, spectacles et activités récréatives (respectivement 8% et 6% des DPAE hors intérim). Le secteur de la santé humaine et action sociale présente aussi une part de contrats courts.

Graphique 7

Poids des contrats de moins d'un mois dans les DPAE par secteur d'activité (période d'observation juillet 2019 - juin 2020)



Source : ACOSS - URSSAF, déclarations préalables à l'embauche

Impacts de la crise sanitaire sur les DPAE à Pôle emploi :

Sur les douze derniers mois et essentiellement sur le dernier trimestre, pendant lequel s'est déroulé le confinement, la plupart des sous-secteurs, exceptés notamment celui de l'administration publique et des activités de services administratifs et de soutien, ont effectué moins de recrutements que sur la période annuelle précédente.

L'administration publique a recruté 2 300 contrats, soit +36% par rapport au cumul juillet 2018 - juin 2019. Les activités de transport et entreposage ont embauché 3 600 personnes soit une augmentation de +44% par rapport au cumul juillet 2018 - juin 2019. Ces augmentations sont cohérentes avec la crise sanitaire et le maintien de certaines activités. A contrario, certaines ont dû s'arrêter, réduisant les opportunités d'embauche, notamment dans l'hébergement restauration (-14%) et des arts, spectacles et activités récréatives (-25%) mais aussi la construction (-14%). En effet, les cafés restaurants ont été fermés, les spectacles et manifestations ont été annulés. Les activités spécialisées, scientifiques et techniques, avec 880 offres sont en recul de la moitié par rapport au cumul juillet 2018 - juin 2019.

Les intentions d'embauches issues de l'enquête Besoins en Main d'Œuvre

Les intentions d'embauche issues de l'enquête Besoins en Main d'Oeuvre 2020 :

Cette enquête repose sur les réponses des employeurs, interrogés fin 2019 sur leurs intentions d'embauche et leurs difficultés de recrutement anticipées. Habituellement, l'enquête BMO sert à guider l'action publique en identifiant les métiers et les bassins d'emploi pour lesquels on observe de fortes intentions d'embauche, pouvant nécessiter de mettre en place par exemple des formations ou d'accompagner des mobilités professionnelles. Avec la crise du coronavirus, ces prévisions d'embauche ne sont évidemment plus d'actualité, et cette enquête ne pourra pas avoir le même usage opérationnel que les années précédentes. Cependant, les résultats de cette enquête donnent une information sur la conjoncture et les anticipations des employeurs fin 2019 : à ce titre, ils peuvent être utilisés à des fins d'études et de recherche.

EN SAVOIR PLUS

• Requêteur de données de l'enquête Besoins en Main d'Oeuvre 2020 en Provence-Alpes-Côte d'Azur ([lien](#))

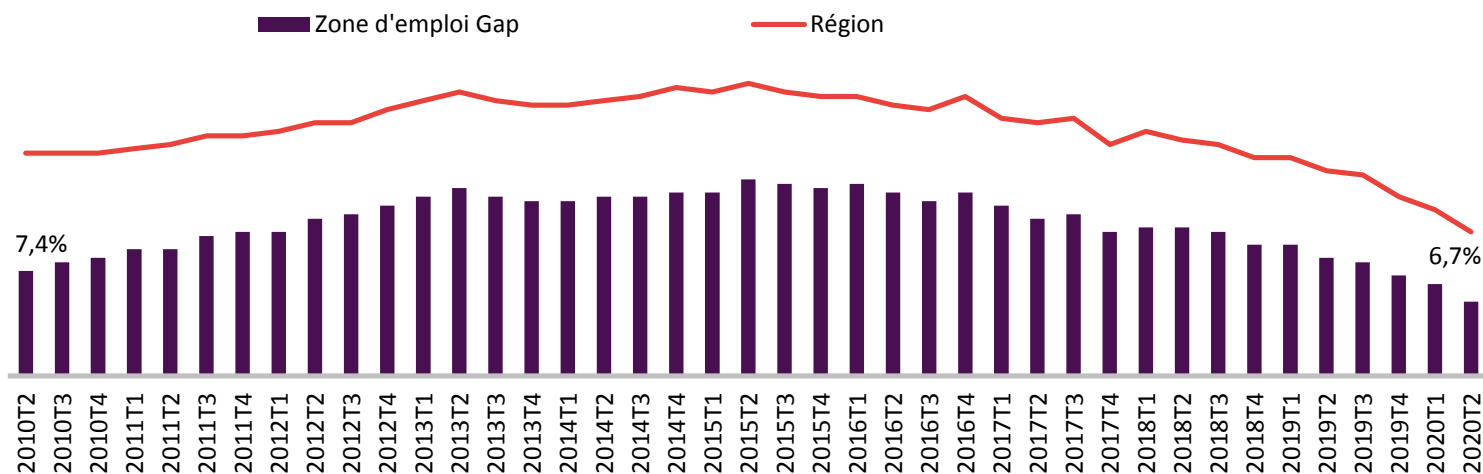


La demande d'emploi en hausse depuis 2010

Malgré une tendance haussière jusqu'en juin 2015, le taux de chômage de la zone d'emploi de Gap a peu varié en dix ans [cf. Graphique 8] mais a atteint son niveau le plus bas depuis dix ans avec un taux de 6,7%, un taux toujours nettement inférieur à celui de la région (8,3%).

Graphique 8

Taux de chômage localisé

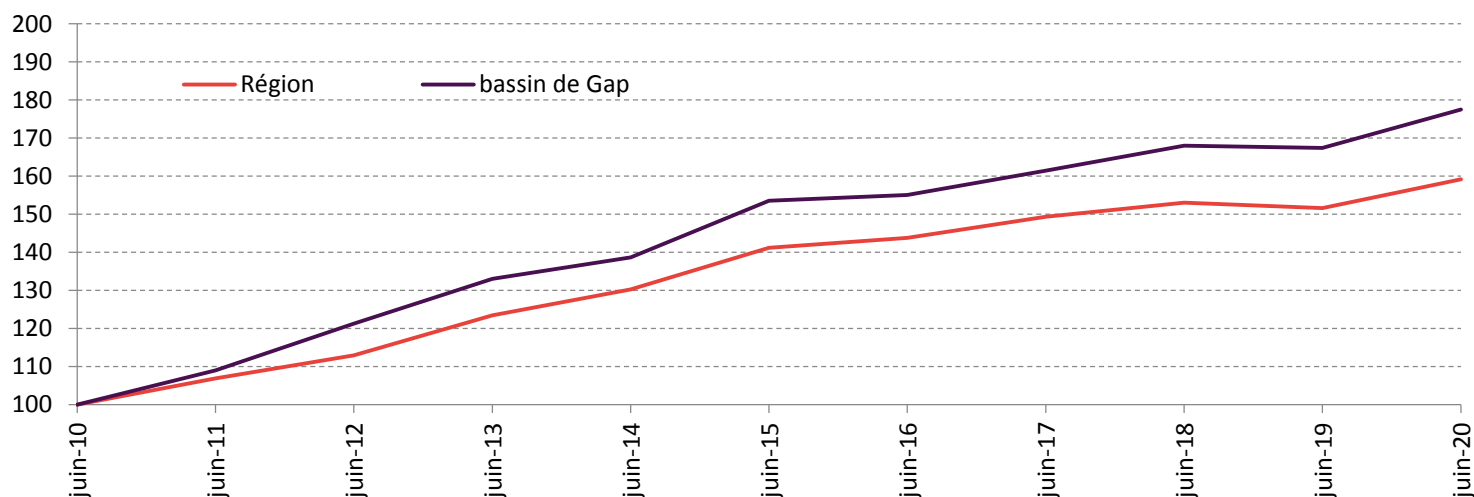


Source : INSEE, enquête Emploi

Du côté de la demande d'emploi, le niveau maximum a été atteint en juin 2020 avec 9 900 DEFM cat. ABC (demandeurs d'emploi à la recherche d'un emploi et immédiatement disponibles). La demande d'emploi ne cesse d'augmenter depuis juin 2010 et le confinement ne fait qu'accentuer cette hausse. Le bassin affiche une tendance similaire à la région (+6% aussi juin 2019 et juin 2020) [cf. Graphique 9]. Sur les douze derniers mois, les entrées de la liste sont supérieures aux sorties de la liste, notamment en mars et avril 2020 où elles sont doublées. La consigne de Pôle emploi pendant le confinement a été de ne pas procéder à des sorties pour radiation administrative, elles ont repris en juin 2020 mais sont dix fois moins importantes qu'au même mois de l'année précédente.

Graphique 9

Évolution de la DEFM cat. ABC depuis juin 2010 (indice base 100)



Source : Pôle emploi – STMT (données brutes)

EN SAVOIR PLUS

- STatistiques Trimestrielles du Marché du Travail (STMT) en région Provence-Alpes-Côte d'Azur



La demande d'emploi augmente quels que soient la tranche d'âge et le sexe

Quelle que soit la tranche d'âge, le nombre de Demandeurs d'Emploi Fin de Mois (DEFM) catégories ABC avait démarré une baisse au cours de l'année 2019, qui s'est interrompue en mars 2020. La demande d'emploi des moins de 25 ans est la plus impactée par cette hausse.

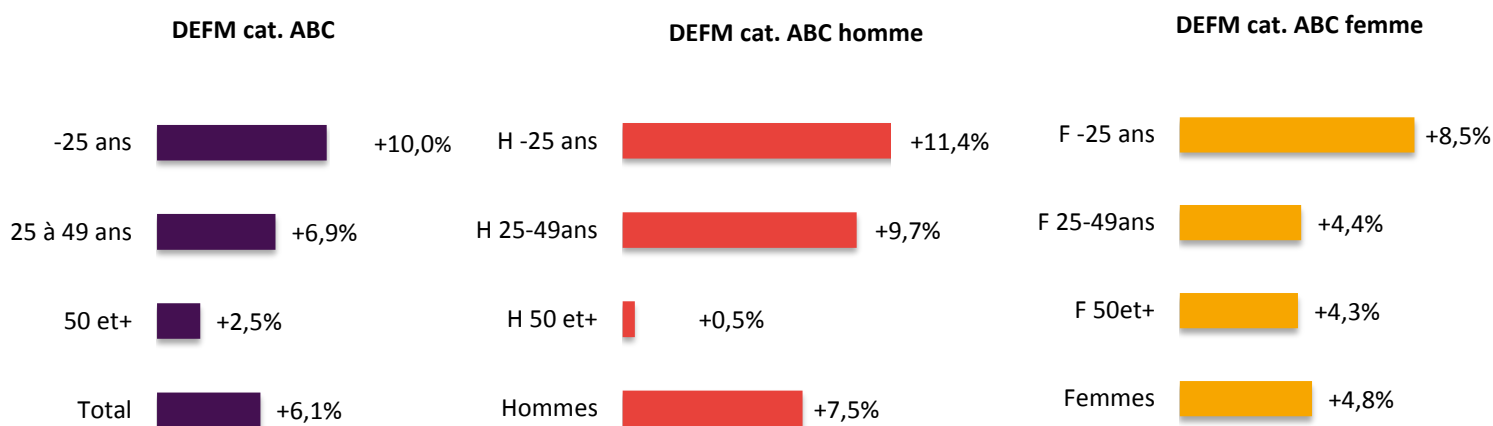
Ainsi, la population des moins de 25 ans variait peu depuis 2013 mais connaît une hausse plus marquée au 2^e trimestre 2020 pour se chiffrer à 1 100 personnes (soit +100 sur un an). Les 25-49 ans passent à 6 100 (+ 400) et les seniors dépassent les 2 600 (soit +65).

Les hommes sont plus affectés que les femmes pour toutes les tranches d'âge.

La population des moins de 25 ans reste la moins représentée (10%) dans la demande d'emploi (13% pour la région) [cf. Graphique 10].

Graphique 10

Évolution (juin 2019 - juin 2020) par sexe et âge de la DEFM cat. ABC



Source : Pôle emploi – DIRECCTE , STMT (données CVS)

Les publics spécifiques dans la demande d'emploi du bassin

Les CAP et BEP sont les plus représentés dans le bassin (32%). Les femmes sont moins nombreuses avec 49% (51% en région). Les bénéficiaires du RSA sont moins nombreux (13%) dans le bassin qu'en région (20%).

Le chômage de très longue durée perdure

Le nombre de demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi depuis deux ans et plus, appelés Demandeurs d'Emploi de Très Longue Durée (DETLD), a plus que triplé en dix ans, ce qui confirme l'enlisement au chômage, autant présent dans le bassin qu'au niveau régional. 2 700 personnes sont touchées par ce phénomène au 2^e trimestre 2020, soit 28% de la DEFM cat. ABC.

Le nombre de demandeurs d'emploi restés inscrits en catégorie A (sans aucune activité), 365 jours parmi les quinze derniers mois, en cumulé ou non (Indicateur ACO3 de Pôle emploi) est de 1 500 à fin juin 2020, en hausse de +9,8% sur un an.

4 700 DELD
(≥ 1 an)
+4,6% sur un an

2 700 DETLD
(≥ 2 ans)
+5,2% sur un an

1 500 en ACO3
+9,8% sur un an

EN SAVOIR PLUS

- Données détaillées chômage et demandeurs d'emploi ([lien](#))

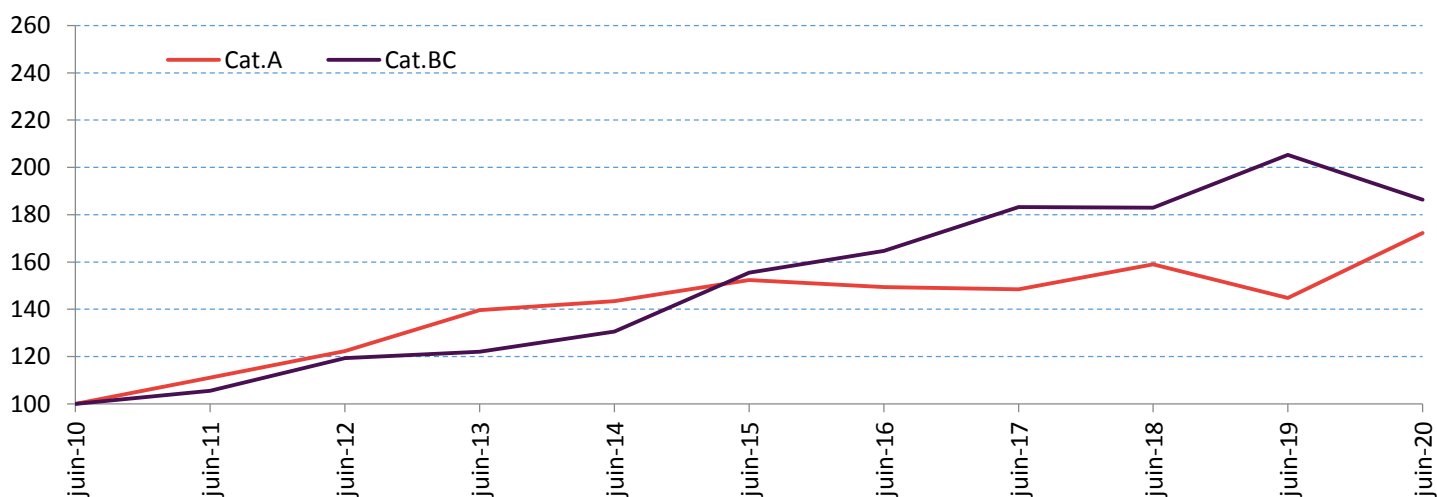


Les mutations du marché du travail

Jusqu'en 2014, le nombre de demandeurs d'emploi augmentait selon le même rythme, qu'ils soient en activité ou non. De 2015 à 2017, le nombre de personnes exerçant une activité réduite de plus ou moins 78h (catégories B et C) poursuivait sa hausse tandis que le nombre de personnes sans activité (catégorie A) se stabilisait. Depuis juin 2018, la catégorie BC était en augmentation tandis que la catégorie A diminuait. La crise sanitaire a inversé ces tendances. Les bascules entre les catégories de demandeurs d'emploi A et BC impactent fortement l'amplitude des évolutions de chacune, dans un sens contraire à la tendance des précédents mois [cf. Graphique 11].

Graphique 11

Évolution (juin 2010 - juin 2020) de la DEFM cat. A et cat. BC en indice base 100



Source : Pôle emploi – DIRECCTE, STMT (données CVS)

Près de 9 500 reprises d'emploi en 2019

Les sorties de la liste des demandeurs d'emploi pour reprise d'emploi, comptabilisées dans les déclarations des demandeurs d'emploi lors de leur actualisation mensuelle, ne représentent pas l'exhaustivité des reprises d'emploi. Une reprise d'emploi au sens de l'indicateur « ACO1 » de la convention tripartite de Pôle emploi est calculée pour les demandeurs d'emploi en catégories A et B au cours du mois M-1 qui ont un retour à l'emploi du type : AFPR / POE, DPAE de plus d'un mois, passage en catégorie C ou en E ou reprise d'emploi déclarée [cf. Tableau 7].

L'impact négatif de la crise sanitaire a encore commencé à se manifester sur cet indicateur au 1^{er} trimestre 2020, en effet l'évolution des reprises d'emploi est encore supérieure sur une année (-37%%).

Tableau 7

Modalité des reprises d'emploi des demandeurs d'emploi cat. AB au sens de l'ACO1 en 2019

	Volume	Poids	Évolution
Reprise d'emploi déclarée	550	6%	+5,4%
Passage en C	2 030	21%	+11,1%
Passage en E	10	0%	+395,2%
AFPR / POE	80	1%	+28,5%
DPAE durable	2 100	22%	-6,5%
DPAE non durable	4 710	50%	+1,5%
Ensemble des reprises d'emploi	9 480	100%	+2,0%

Source : Pôle emploi, Fichier historique données brutes – ACOSS, DPAE



Le Pacte Régional d'Investissement dans les Compétences 2019-2022 : une ambition forte et partagée

Le Pacte Régional d'Investissement dans les Compétences de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur a été signé mercredi 26 juin 2019 par le Préfet de région et le Directeur régional de Pôle emploi.

Le gouvernement vise au niveau national trois objectifs essentiels :

- former 1 million de demandeurs d'emploi peu ou pas qualifiés et 1 million de jeunes éloignés du marché du travail,
- mieux répondre aux besoins des métiers en tension dans une économie en croissance,
- contribuer à la transformation des compétences rendue nécessaire notamment par la transition écologique et à la transition numérique.

En Provence-Alpes-Côte d'Azur, les moyens mobilisés pour le Plan d'Investissement dans les Compétences (PIC) sur la période 2019-2022 sont établis à 534 millions d'euros, soit plus de 133 millions d'euros par an. Le public PIC comprend les demandeurs d'emploi ayant un niveau de formation BAC (équivalent au BAC mais sans diplôme obtenu) et infra-BAC (strictement inférieur au BAC). 4 700 personnes sont ciblées « PIC », soit 47% des DEFM cat. ABC [cf. Tableaux 8 et 9]. La part de public PIC, par rapport à la demande d'emploi de catégorie ABC, est plus importante pour les seniors et les demandeurs d'emploi bénéficiaires de l'obligation d'emploi.

Tableaux 8 et 9

Caractéristiques du public PIC en juin 2020

Région	Total	Part public	PIC	Part public	% PIC
Femmes	255 300	51%	119 800	45%	47%
Moins de 25 ans	60 400	12%	30 200	11%	50%
50 ans et plus	138 300	28%	87 100	32%	63%
Demandeurs d'Emploi de Longue Durée	232 700	46%	128 000	48%	55%
Bénéficiaires de l'Obligation d'Emploi	44 000	9%	29 800	11%	68%
Résidant en Quartier Prioritaire de la Ville	75 000	15%	51 600	19%	69%
Ensemble des DEFM cat. ABC	500 800	100%	268 100	100%	54%

bassin de Gap	Total	Part public	PIC	Part public	% PIC
Femmes	5 100	52%	2 100	45%	41%
Moins de 25 ans	1 100	11%	500	11%	45%
50 ans et plus	2 600	26%	1 500	32%	58%
Demandeurs d'Emploi de Longue Durée	4 700	47%	2 200	47%	47%
Bénéficiaires de l'Obligation d'Emploi	900	9%	600	13%	67%
Résidant en Quartier Prioritaire de la Ville	100	1%	0	0%	0%
Ensemble des DEFM cat. ABC	9 900	100%	4 700	100%	47%

Source : Pôle emploi, STMT données brutes au 30 juin 2020

Les entrées en formation (données régionales)



Source : Pôle emploi, Bilan du PRIC

EN SAVOIR PLUS

- Le Pacte Régional d'Investissement dans les Compétences (PRIC)

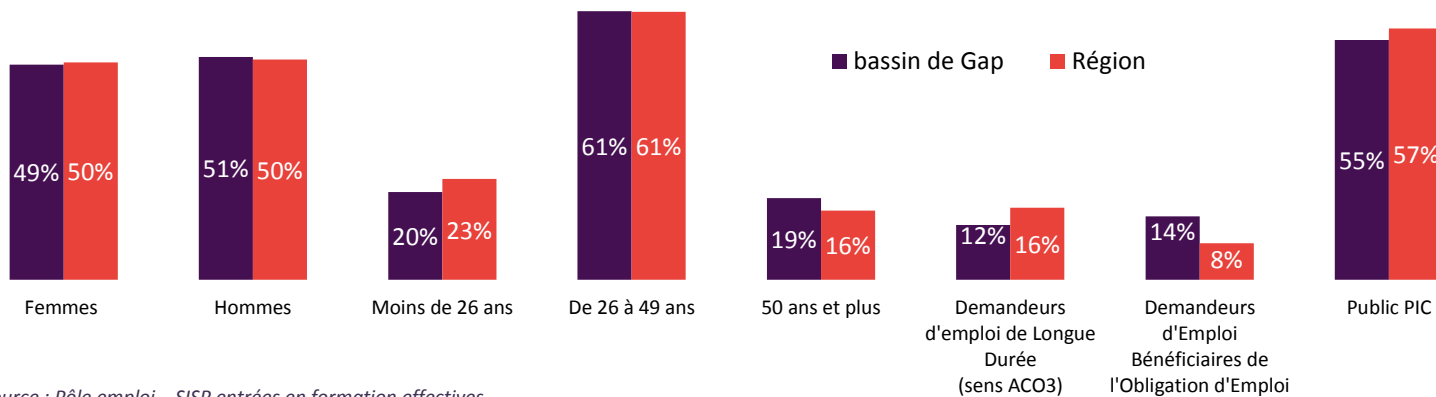


1 500 entrées en formation de demandeurs d'emploi en 2019

En 2019, ce sont près de 1 500 demandeurs d'emploi qui sont entrés en formation dans le bassin de Gap. Ils représentent 2% des entrants en formation de la région. Le profil des entrants en formation du bassin est relativement proche du régional, excepté pour les plus de 50 ans et les demandeurs d'emploi bénéficiaires de l'obligation d'emploi qui ont une part plus importante [cf. Graphique 12].

Graphique 12

Caractéristiques des demandeurs d'emploi entrants en formation en 2019



Source : Pôle emploi – SISF entrées en formation effectives

Pôle emploi est le principal prescripteur de formation du bassin

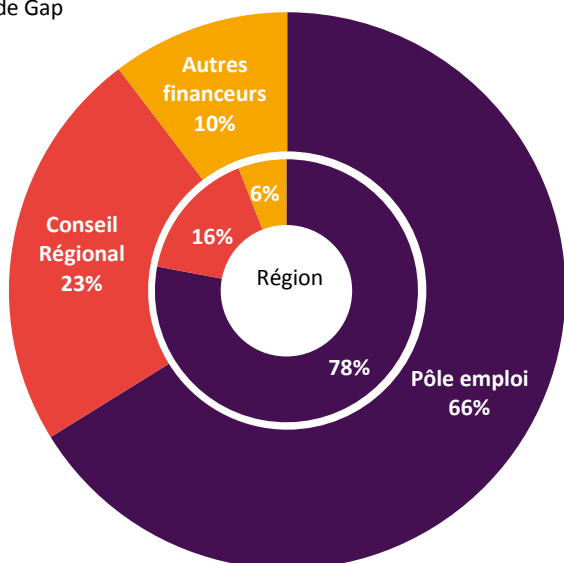
66% des formations du bassin sont financées par Pôle emploi en totalité ou en partie (78% en région). Les formations des Actions de Formation Conventionnée (AFC) sont les plus prescrites dans le bassin (31% des aides contre 36% en région), suivent les Aides Individuelles de Formations (AIF) avec 23% des aides contre 27% en Provence-Alpes-Côte d'Azur. Les formations du Conseil Régional représentent 23% des aides (16% en région) [cf. Graphique 13].

Les principaux domaines de formation sont les services aux personnes avec 24%, l'échange et gestion (20%) et la formation générale, lettres, langues (17%). Les cinq principaux champs [cf. Tableau 10] représentent les trois quart des entrées en formation en 2019.

Graphique 13

Les principaux financeurs de formation

bassin de Gap



Source : Pôle emploi – SISF entrées en formation effectives

Tableau 10

Les principaux domaines de formation

Domaine	Entrées en formation	Part (en %)
Services aux personnes	360	24%
Echange et gestion	300	20%
Formation générale, lettres et langues	260	17%
Information, communication	100	7%
Services à la collectivité	70	5%
Ensemble des entrées	1 490	100%

EN SAVOIR PLUS

- retrouvez les requêteurs sur les entrées et sorties de formation ([lien](#))

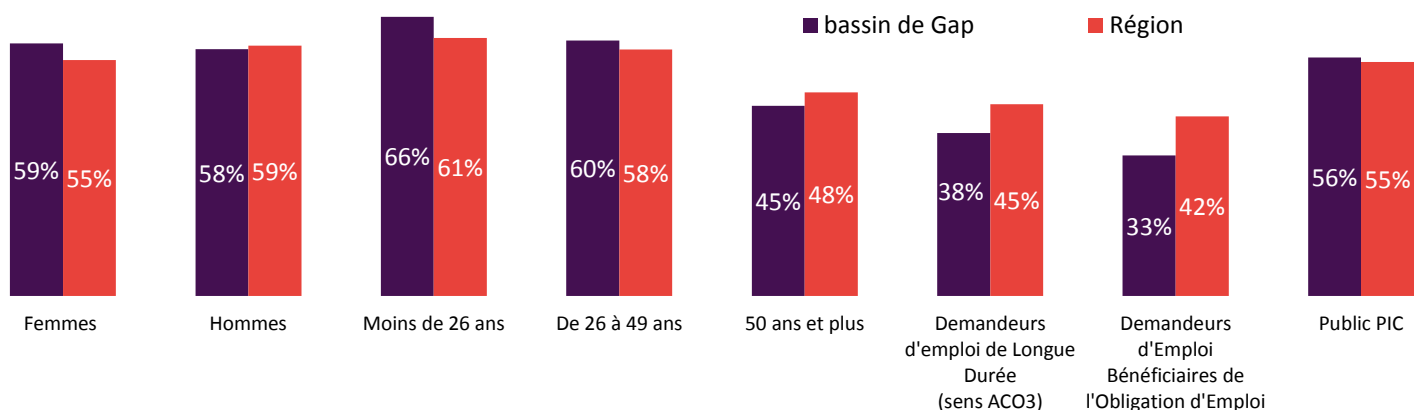


59% des sortants de formation ont accédé à un emploi six mois après la fin de leur formation

Dans le bassin de Gap, près de 1 300 personnes sont sorties de formation en 2019. Parmi ces individus, 59% ont accédé à un emploi d'au moins un mois au cours des six mois qui ont suivi la fin de la formation. Au niveau des différents publics [cf. Graphique 14], certains accèdent plus favorablement à l'emploi comme les moins de 26 ans. D'autres comme les demandeurs d'emploi de longue durée (au sens de l'ACO3) et les bénéficiaires de l'obligation d'emploi sont plus éloignés de l'emploi.

Graphique 14

Taux d'accès à l'emploi six mois après la fin de la formation selon les caractéristiques des demandeurs d'emploi



Source : Pôle emploi – FH sortants de formation FOR4 enrichi, SISP entrées en formation effectives

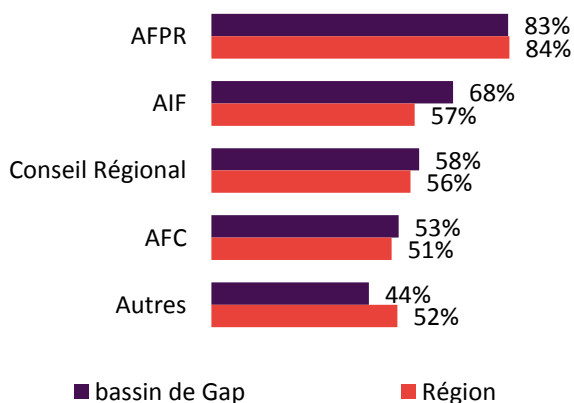
Les AFPR et les AIF permettent un meilleur accès à l'emploi

Certaines formations financées, pour la totalité ou pour partie par Pôle emploi, font partie des actions de formation qui donnent les meilleurs accès à l'emploi en 2019 [cf. Graphique 15]. Les AFPR et les AIF sont les formations qui ont les meilleurs taux d'accès à l'emploi avec respectivement 83% et 68%, juste devant celles du Conseil Régional (58%).

Les domaines de formation qui permettent un meilleur accès à l'emploi sont : les services aux personnes (71%), l'échange et gestion (64%) et les services à la collectivité (66%) [cf. Tableau 11].

Graphique 15

Les accès à l'emploi selon le type de formation en 2019 (*)



Source : Pôle emploi – SISP sortants de formation champ total

(*) Les résultats des aides POEI et POEC n'étant significatifs pour certains territoires (moins de 60 sortants de formation), elles sont affichées à 0.

Tableau 11

Les principaux domaines par taux d'accès

Domaine	Taux d'accès à l'emploi (%)	Sortants de formation
Services aux personnes	71%	310
Echange et gestion	64%	290
Formation générale, lettres et langues	35%	140
Services à la collectivité	66%	70
Agriculture	41%	100
Total des sortants	100%	1 279

Source : Pôle emploi – SISP entrées en formation effectives

EN SAVOIR PLUS

- retrouvez les requêteurs sur les entrées et sorties de formation ([lien](#))



Les mobilités géographiques des demandeurs d'emploi

L'observation du lieu de travail, par le biais de la reprise d'emploi (sens ACO1) et du lieu de résidence par le biais de la **Statistique du Marché du Travail (STMT)**, permet d'identifier les départements où les demandeurs d'emploi cat. AB, inscrits en 2018, ont repris un emploi. 89% des demandeurs d'emploi ont accédé à un emploi dans un département de la région. Pour 2%, ils se dirigent vers les Bouches-du-Rhône [cf. **Tableau 12**].

Tableau 12

Départements de travail les plus fréquents des DEFM cat. AB inscrits en 2018



Les 5 départements de travail les plus fréquents	
Hautes-Alpes	72%
Alpes-de-Haute-Provence	15%
Bouches-du-Rhône	2%
Savoie	1%
Isère	1%

Aide à la lecture :

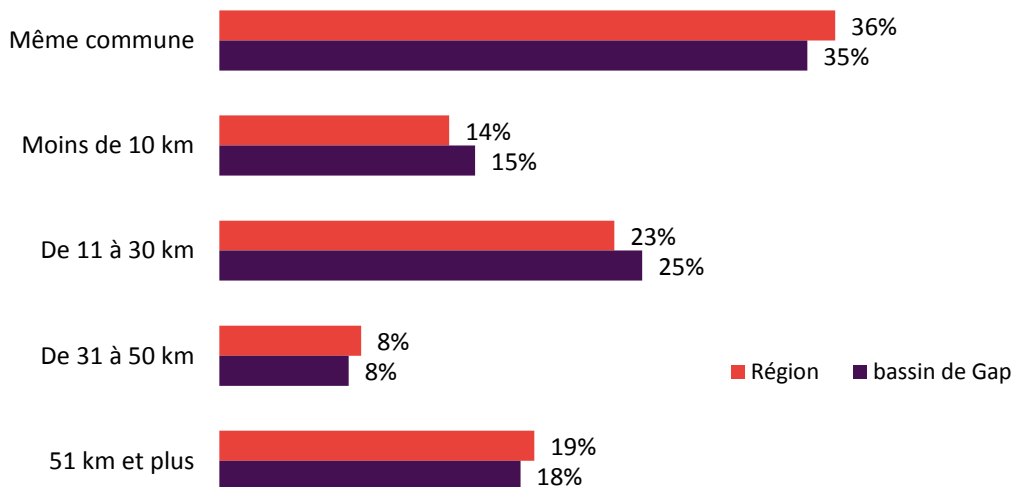
1% des demandeurs d'emploi cat. AB domiciliés dans le bassin de Gap en 2018 ont trouvé un emploi en savoie.

Source : Pôle emploi, STMT – ACOSS, DPAE

Les demandeurs d'emploi du bassin sont peu mobiles sur le plan géographique : c'est le principal frein périphérique à l'emploi. Plus d'un tiers (35%) retrouvent un emploi dans leur commune de résidence (36% région), alors que 18% ont repris un emploi à plus de 50 kms de leur domicile [cf. **Graphique 16**].

Graphique 16

Répartition des DEFM cat. AB selon leur distance domicile-travail



Source : Pôle emploi, STMT – ACOSS, DPAE

En résumé

Le dynamisme démographique n'est pas un marqueur du bassin avec un taux de variation annuel de la population de seulement 0,4%. La faible attractivité du bassin se confirme par un taux de variation annuel dû au mouvement migratoire de 0,5%.

La spécificité de l'emploi présentiel dans le bassin de Gap (80%) oriente les demandeurs d'emploi vers de l'activité en lien avec les habitants de la région et les biens et services qu'ils consomment. C'est pourquoi le secteur du commerce est toujours créateur d'emploi sur un an.

Avec un taux de chômage de 6,7% au 2^e trimestre 2020, la main d'œuvre du bassin est la moins touchée par le chômage de la région. Un facteur d'exclusion persiste cependant : le manque de ressources affecte les personnes en recherche d'emploi, 13% des demandeurs d'emploi inscrits dans l'agence du bassin perçoivent le RSA.

Toutefois, malgré un contexte économique et social fragile, la demande d'emploi est à son niveau le plus haut depuis 2010.

La mobilité est le frein périphérique à l'emploi le plus fréquemment rencontré par le réseau des agences Pôle emploi. 89% des demandeurs d'emploi cat. AB qui ont accédé à un emploi l'ont retrouvé dans la région et seulement 18% pour un emploi de plus de 50 kms.

En outre, la formation demeure une solution pour s'adapter au marché de l'emploi. En 2019, ce sont plus de 1 500 demandeurs d'emploi qui sont entrés en formation dans le bassin de Briançon. 59% des sortants de formation ont accédé à un emploi de plus d'un mois au cours des 6 mois qui ont suivi la fin de formation.

Le diagnostic territorial est une démarche sur quatre niveaux (Direction Régionale, Direction Territoriale, Bassin d'emploi Pôle emploi, Agence Pôle emploi) qui analyse le territoire pour orienter l'action de Pôle emploi. Il se compose de trois étapes : l'environnement socio-économique, l'action de Pôle emploi et le partenariat. Le portrait socio-économique est construit en associant un thème à une variable discriminante. Pour ces variables, la valeur du territoire est comparée à celle de la région. Les thèmes décrivent les dynamiques du marché du travail et de l'emploi affectant de façon significative et directe la capacité de retour à l'emploi des demandeurs d'emploi. Il s'agit notamment de la croissance démographique, du dynamisme économique et le potentiel d'emploi.

Le service Statistiques, Études, Évaluations de la Direction Régionale Provence-Alpes-Côte d'Azur de Pôle emploi réalise annuellement 29 documents, 1 portrait Régional, 6 portraits Départementaux et 22 portraits bassins d'emploi (cf. carte ci-dessous) :

Direction Territoriale 04-05 (Briançon, Digne, Gap, Manosque),

Direction Territoriale 06 (Antibes, Cannes, Grasse, Menton, Nice),

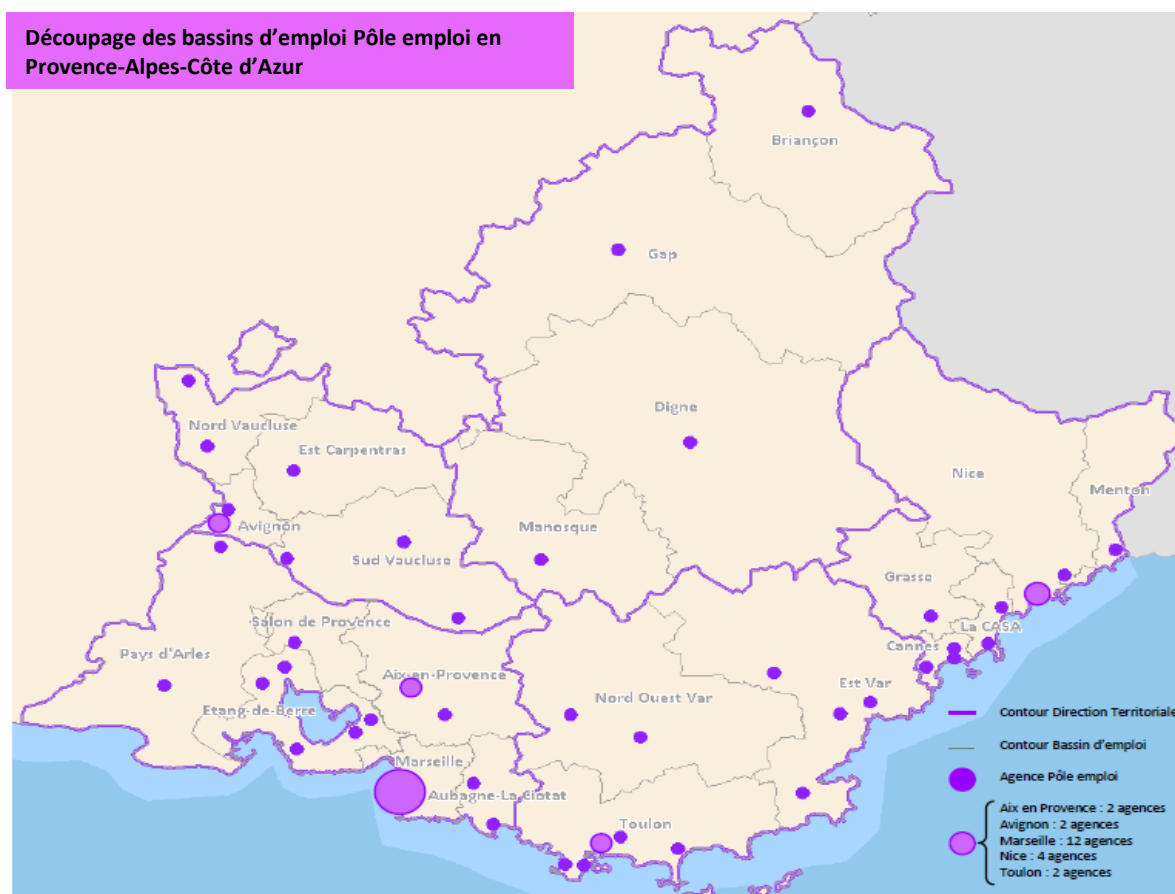
Direction Territoriale 13 (Aix-en-Provence, Aubagne-La Ciotat, Étang-de-Berre, Marseille, Pays d'Arles, Salon),

Direction Territoriale 83 (Est Var, Haut Var, Toulon),

Direction Territoriale 84 (Avignon, Est Carpentras, Nord Vaucluse, Sud Vaucluse).

Pôle emploi n'a pas retenu le découpage des zones d'emploi INSEE dans l'élaboration des bassins d'emploi, c'est une notion ressemblante mais différente. Un bassin d'emploi est un découpage initialement défini par l'ANPE puis par Pôle emploi. C'est un espace géographique où la majeure partie de la population habite et travaille. C'est un regroupement économique homogène d'agences Pôle emploi : en fonction de son adresse de résidence, chaque demandeur d'emploi s'inscrit à l'agence Pôle emploi qui couvre son bassin d'emploi.

Retrouvez toutes les informations sur la page régionale de www.pole-emploi.org ainsi que les informations nationales sur www.pole-emploi.org.



Directeur de la publication
Thierry LEMERLE

Directeurs de la rédaction
Jean-Marie ROSSICH, Nicolas BIANCO

Réalisation
Direction de la Stratégie, Innovation & Lab
Service Statistiques, études et évaluations

www.pole-emploi.org



@Nous contacter : statistiques.13992@pole-emploi.fr

